

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Haiti-Encore-une-fois-Washington-et-Paris>

- Haïti - Encore une fois Washington et Paris

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : lundi 1er mars 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par John Lichfield [1]

[Página 12](#), 1° de mars de 2004

[Leer en español](#)

[JPEG - 25.9 ko] **Haïti 2004**

"La communauté internationale"

Un an après que Washington et Paris aient discuté vivement sur l'Irak, les Etats-Unis et l'armée française, avec les forces civile de paix, pourraient très tôt patrouiller coude à coude dans les rues de Haïti. Le rôle central qu'a joué le ministre français des affaires étrangères, Dominique de Villepin, dans les négociations qui ont mené au départ du président Jean Bertrand Aristide est, jusqu'à présent, le signe le plus visible d'un réchauffement des relations franco-américaines.

Avec la tacite bénédiction des Etats-Unis, Villepin s'est converti mercredi passé en le premier chef de la diplomatie étrangère qui a exhorté Aristide à faire un pas vers le coté. Sa déclaration, soutenue par des consultations presque quotidiennes avec le secrétaire d'État américain, Colin Powell, a aidé Washington à sortir d'un mauvais pas diplomatique. Comme les Etats-Unis avait réinstallé à Aristide en 1994, et pendant beaucoup de temps l'ont soutenu, Washington ne voulait pas être vu - particulièrement durant une année électorale- comme le premier pays qui a pressé sa sortie du pouvoir. Hier, quelques démocrates ont accusé l'administration Bush de monter un coup d'État à Haïti, comme une partie d'un vieux modèle qui consiste à créer et à renverser des régimes des pays des Caraïbes et d'Amérique Centrale. Avec la participation de la France dans la sortie d'Aristide, cela sera plus difficile que ces accusations prennent de l'importance.

De toutes manières, l'ombre de la guerre en Irak et la lutte entre les Etats-Unis et la France plane sur le futur de Haïti.

Le cabinet du président Jacques Chirac a hier soir dit qu'on n'a pris aucune décision sur l'envoi de troupes françaises à Haïti faisant part d'une force de paix internationale. Le Palais de l'Elysée a dit que la France croit encore - comme on a l'annoncé jeudi passé - qu'une force civile de paix serait la meilleure alternative pour restaurer l'ordre dans l'ex colonie française. Une partie des doutes de la France sur l'envoi de troupes est due au fait qu'elle ne voudrait pas être perçue chez elle comme membre de l'"invasion" militaire nord-américaine à Haïti, alors qu' il y a très peu de temps Paris avait fait campagne contre l'invasion anglo-américain de l'Irak.

Hier soir, le ministre français des affaires étrangères a souligné que la question de la force de paix haïtienne doit être examinée par le Conseil de la Sécurité de l'ONU. De toutes manières, le ministre a eu le soin de souligner que sur le raitement de la crise haïtienne il y a "une coopération parfaite entre Paris et Washington". Le résultat pourrait être un accord qui prévoit une combinaison de forces civiles et militaires, à laquelle la France fournirait des effectifs policiers (très utiles dans un pays francophone), tandis que les Etats-Unis, et probablement le Canada, apporteraient des troupes.

Villepin - qui après Chirac occupe le second poste dans le hit-parade de la haine des conservateurs américains depuis que la France a refusé d'accepter les arguments pour une guerre en Irak - a joué un rôle central dans les négociations qui ont pris fin avec la sortie d'Aristide. Vendredi il s'est réuni avec son « pair » haïtiens et d'autres fonctionnaires du régime d'Aristide et il est apparu comme une évidence que "la Communauté internationale" - la France et les Etats-Unis inclus - ne voyait déjà Aristide comme une partie prenante d'accord possible dans la nation des Caraïbes.

On dit aussi que Villepin a joué un rôle important pour garantir un lieu d'exil pour Aristide et ses proches. Lequel, n'était pas précisément connu, mais hier soir il paraissait peu probable que ce lieu soit la France [2]. Est-ce que Paris

avait donné asile au dictateur haïtien "Baby Doc" Duvalier quand il avait été renversé en 1986.

Il y a précisément 200 ans, la France avait perdu Haïti dans une lutte sanglante pour l'indépendance. Mais cette ex colonie continue à intégrer cette espèce de "Commonwealth" allégée que conformément les nations francophones, et beaucoup de leurs problèmes internes ont un impact direct en Martinique, la Guyane française et la Guadeloupe, qui sont des départements français « d'outre mer ». Durant les dernières années, la crise haïtienne a provoqué de nouvelles vagues d'immigrants vers ces départements et vers la France même. De fait, un habitant sur quatre de la Guyenne française est d'origine haïtienne.

Aristide : un prêtre de droite

Par Eduardo "Tato" Pavlovsky [\[3\]](#)

Dans son livre Globaloney, qui est apparu en 2000, le sociologue James Petras donne une version de Jean Bertrand Aristide qui ne paraît pas être bien connue.

Selon Petras, Aristide, un prêtre populiste, défenseur des pauvres, majorité écrasante à Haïti, avec des esprits de rétablir une plus grande justice sociale, gagne les élections en 1991 avec 80% des votes. Il arrive au pouvoir contre le candidat de Washington et de la Banque Mondiale.

Comme il se produit toujours en Amérique latine, les Etats-Unis soutient clandestinement à Raoul Cedras dans un coup d'État et tombe le gouvernement récemment élu par le peuple. Tombent avec lui les idées d'une justice sociale plus humaine, qui paraissait incarner Aristide et venaient d'être authentifiées dans les urnes.

Apparemment Washington fait une critique "formelle" du coup, tandis qu'il envoie au même temps à Port Prince tout type conseillers et appui le gouvernement poutchiste. Des milliers de haïtiens partent vers la Floride et Washington est préoccupé de comment éviter le flux de noirs haïtiens vers les Etats-Unis. Alors, indique Petras, on répète encore le même processus de toujours : chercher une sortie électorale. " Mettent Aristide dans une chambre à Washington et on lui enseigne qui vont être ses futurs ministres, comment il va être son prochain programme de gouvernement et son nouveau plan économique" (toujours pareille, non ?). Ils lui enseignent son nouveau comportement. Aristide accepte le retour mais avec son nouveau profil néo-libéral.

Il retourne alors une démocratie sans appui populaire, les gens se sentent exclues du processus et "le pays est occupé par l'armée américaine et d'autres forces". Pour maintenir cette ligne de gouvernement, apprise dans les salons de Washington, Aristide exerce une dictature brutale. Bandes qui sont aujourd'hui dans la rue avec son parrainage. Bandes qui ont été formées. Armée informelle qu'a créée le président pour intimider ou assassiner à ses adversaires politiques. Pendant ce temps, la rébellion populaire est chaque fois plus intense.

L'Aristide qui en 1991 a gagné les élections avec 80% du vote populaire et avec l'intention d'un plus grand bien-être et d'une justice sociale, a été renversé par un coup d'État au style Département d'État des Etats Unis. L'Aristide qui a fini hier est celui qui est resté à Washington trois années et a reçu l'endoctrinement pour exercer un gouvernement autocratique- néo-libéral.

C'est l'Aristide qu'a trompé les haïtiens. Le curée tiers-mondiste qui les a trahis. De là l'indignation populaire énorme, qui n'accepte pas que 85% de pauvreté et marginalité dans sa population.

Le dernier Aristide est un prêtre de droite. L'autre, celui qui a gagné la première élection, était progressiste et c'est

pourquoi a souffert un coup d'État.

Les Etats-Unis comme a son habitude il lui a fait un coup d'État. Duvalier, les Tonton Macoutes et Aristide. Ses bandes de terreur. La même misère et marginalisation dans le peuple. Et son exclusion brutale.

Traduction pour El Correo : Estelle et Carlos Debiasi

Post-scriptum :

Notes :

[1] The Independent, Grande-Bretagne. Traduction : Miracles Belgrano.

[2] Note d'El Correo : on sait depuis que c'est l'Afrique du Sud

[3] [Página 12](#), Opinion, 1er mars 2004